

2

La perception de la décentralisation par les différents acteurs dans la commune rurale de Kalabancoro

Il n'est pas inutile de s'intéresser à la perception que la population a de la décentralisation. Ceci permet en effet de comprendre certaines situations et les comportements de certains acteurs.

Il ne faut pas tout de même oublier que les actions des personnes ou groupes peuvent être motivés par plusieurs facteurs souvent combinés qu'il n'est pas facile de déterminer au premier abord. Le moins que l'on puisse dire est qu'il existe chez les différents acteurs plusieurs définitions de la décentralisation qui renvoient cependant à des perceptions qui ne sont pas forcément éloignées les unes des autres.

D'une manière générale, « La décentralisation est un système d'administration qui permet de s'administrer par des organes élus à une communauté humaine sur une portion du territoire. Elle est donc le partage du pouvoir, des compétences » (*La décentralisation au Mali 50 questions et réponses* 9). Cette définition qui se rapproche de celle des manuels de droit administratif n'est pas le plus souvent utilisée par les acteurs sur le terrain. Les définitions que ces derniers donnent relèvent plus d'une certaine façon de « sentir » la décentralisation.

Les avis de certains acteurs sur la décentralisation

Nous rapportons ici les propos de trois acteurs de la commune.

Propos de M. Lamine Sangaré, 1^{er} Adjoint au Maire : « La décentralisation « c'est le pouvoir de l'État dévolu aux collectivités territoriales. C'est un système par lequel l'État confère aux collectivités territoriales une certaine autonomie dans le cadre de leur propre développement ».

Propos de M. Boubacar Ballo, Conseiller à l'éducation, Directeur d'école : « La décentralisation peut être définie comme une gestion rapprochée à la population. L'État a cédé dans cette gestion une partie du pouvoir centralisé à cette population pour qu'elle gère son cadre de développement.

C'est une nouvelle politique qui a amené un changement et ce changement a posé un peu de problèmes. Il fallait sensibiliser les populations, leur faire savoir que le système auquel elles étaient habituées, dont la gestion était dans les mains de quelques personnes, a changé. Maintenant le pouvoir est collectif, ce sont elles mêmes qui vont gérer leurs affaires à travers les élus locaux qu'elles-mêmes ont mis en place ».

Propos de M. Mamadou Coulibaly, conseiller US RDA : « La décentralisation c'est le retour du pouvoir à la case. Tout comme, ils ont leurs avis sur la notion même de décentralisation, les acteurs ont également des avis sur l'impact du processus en cours ».

L'impact de la décentralisation

Dans la population, l'impact de la décentralisation est évalué en fonction d'une part, des objectifs politiques et socio-économiques assignés à la décentralisation et d'autre part, des réalisations effectuées. De ce point de vue, les avis sont loin d'être unanimes. En plus, les jugements sont le plus souvent formulés en rapport avec les domaines d'interventions ou les préoccupations des acteurs.

Ainsi, pendant que certains se plaignent de l'incapacité de la mairie à assurer la sécurité dans la commune et l'assainissement des rues et des routes, d'autres estiment que les organisations de femmes sont bien soutenues par les autorités communales.

Pour certains acteurs encore, 80 pour cent des investissements dans les communes viennent de l'État. Ce qui signifie selon eux que le transfert des compétences n'est pas effectif. Il y a également ceux qui regrettent le fait que la commune de Kalabancoro, ne connaisse pas la même situation que les zones cotonnières et minières qui tirent beaucoup d'avantages de la présence d'unités industrielles.

Il y a tout de même des nouvelles dynamiques qui ne sont pas négligeables selon certains : l'émergence de femmes et de jeunes leaders, l'ouverture d'esprit des autorités traditionnelles qui comprennent les avantages pouvant être tirés du changement, etc.